

Snes Créteil

Créteil Snes Info. Tel : 08.11.11.03.83 Fax : 01 41.24.80.61 - 3 rue Guy du Gouyon du Verger 94110 Arcueil

Suppressions de postes, revalorisation du métier En convergence avec les lycéens **GREVE EN ILE DE FRANCE LE 10 AVRIL**

Depuis le mois de février, la mobilisation contre les conditions de la rentrée 2008 dans notre académie n'a pas cessé. Manifs d'établissement et de ville, rassemblements au rectorat, grève du 15 février en Région Parisienne, grève nationale du 18 mars... A chaque fois, le SNES a fait la preuve que les revendications exprimées localement, soutenues par les parents d'élèves et les élus des collectivités locales, étaient aussi celles de la majorité des personnels dans toute l'académie.

Après les premières mobilisations lycéennes et la manifestation du 20 mars à laquelle ont déjà participé les établissements en lutte, l'appel de l'intersyndicale des lycées et collèges de Créteil à la grève et à la manifestation le 27 mars a permis la convergence de nos actions avec celles des lycéens.

Le Ministre et le Recteur, qui s'efforcent de braquer les projecteurs sur les incidents évidemment condamnables survenus ponctuellement, font surtout mine de ne rien entendre de cette mobilisation. Au mieux n'y voient-ils que le résultat de slogans mensongers, au pire l'œuvre de manipulateurs sans scrupule. Une très large intersyndicale du second degré, les représentants des fédérations de parents d'élèves FCPE des trois départements, ceux des trois conseils généraux de Seine-et-Marne, du Val-de-Marne, de Seine-Saint-Denis, des élus du conseil régional, des députés... **tous ensemble nous avons pourtant expliqué au Recteur mercredi 2 avril que ce n'était pas, pour reprendre les mots d'un délégué de la FCPE, « de suppressions de postes que l'académie avait besoin, mais de créations » !**

C'est aussi la revendication des lycéens, de plus en plus nombreux dans les manifestations. Celle du 3 avril a rassemblé près de 20 000 d'entre-eux, accompagnés par de nombreux enseignants, en particuliers du SNES. A l'issue de cette nouvelle manif, **les sections SNES Paris, Créteil et Versailles ont décidé d'appeler à la grève jeudi 10 avril, en convergence avec les lycéens, dans le cadre de la première journée nationale d'action décidée par le SNES national pour la période pendant laquelle les congés par zone se succèdent.**

Nous avons proposé à l'intersyndicale du second degré de la région parisienne d'appeler ensemble à la grève, et un texte commun est en préparation.

Jeudi 10 avril

Journée nationale d'action du SNES

Grève en Ile de France

Paris-Créteil-Versailles

➤ exigeons un collectif budgétaire qui rende à nos établissements les postes supprimés

➤ exigeons l'ouverture de véritables négociations sur la revalorisation des métiers de l'éducation dans le respect des statuts et des missions, non sur les bases du rapport Pochard

Tous à la manifestation

(sous réserve)

14h00 - Luxembourg

Appel intersyndical

Consultez notre site

SOMMAIRE

1/ Editio 2/ Manif le 10 avril 3/ La chienlit, c'est qui ?

SNES-Créteil - Prix : 1 € - Abonnement : 10 € - Imprimerie Spéciale SNES - bi-mestriel - Directeur de Publication G. Réquigny CP 0612S 06180 N°51

Quand les voies démocratiques et citoyennes sont méprisées, c'est la révolte !

Dès janvier à la connaissance des chiffres concernant les DHG, les établissements inquiets de l'augmentation des heures postes et des heures ont commencé à travailler et à exprimer leurs craintes, partagées par les chefs d'établissement et les parents. Les CA, première instance démocratique, ont pour la plupart refusé leur DHG et sa répartition de DHG.

Les représentants des personnels au **Comité Technique Paritaire** ont ensemble dénoncé la politique prévue notamment consistant à supprimer des postes tout en augmentant les heures sup ; le recteur a jugé caricaturales nos analyses, tant il est évident pour lui que toutes les heures sup seraient accueillies les bras ouverts ! Ensemble encore, nous avons refusé de siéger aux CTPA suivant défendant la même position dans les groupes de travail préparatoires au CTP.

Les établissements reçus tant bien que mal en audience (après moult fax, rassemblement au bas du rectorat, relances des chefs d'établissements) ont redit la même chose. Mais il paraît que les pétitions et engagements individuels à refuser les heures sup ne traduisent que l'activisme (les pressions ?) des militants du SNES.

Le moyen de la **grève** a été utilisé à plusieurs reprises, de façon académique le 15 février puis le 27 mars, nationalement le 18 mars, de façon reconductible par plusieurs établissements.

Les réponses restent mensongères : il y aurait un professeur pour 10 élèves (l'utilisation de la division peut être mathématiquement correcte et n'avoir aucun sens !), une minorité de la profession serait mobilisée !

Tout cela montre, au mieux, une énorme méconnaissance du système éducatif, qui traduit d'ailleurs celle de notre ministre d'aujourd'hui et de bien d'autres de nos gouvernants, qui ne veulent pas voir que contrairement à leur enfance, l'Ecole, ne scolarise plus seulement une élite et que c'est tant mieux, qui continuent à affirmer que les professeurs ne travaillent que 18h par semaine (extrait de Pochard : « *ils ne viennent surtout..., donner à des élèves un certain nombre de cours par semaine et, leur cours fait, ils s'en vont* »), qui restent convaincus qu'il est possible de faire classe comme de leur temps à 50 élèves... L'incompréhension est totale... Alors il ne leur reste qu'à traiter les syndicats d'extrémistes, de manipulateurs et les actions des lycéens de rituelles.

Personnels, parents, élus reçus en audience au rectorat le 2 avril

Décidée par l'intersyndicale académique (SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SN-FO-LC, CGT Educ'Action, SUD Education, CNT, SUNDEP, SNPEFP-CGT), rejointe par les FCPE des trois départements de l'académie, la demande d'audience au recteur était formulée en ces termes :

« 10 000 enseignants et lycéens ont manifesté en direction du Ministère jeudi 27 mars, et nombre d'enseignants avaient décidé d'être en grève à l'appel notamment de l'intersyndicale du second degré. Depuis plus d'un mois, les luttes des établissements n'ont pas cessé, soutenues par les parents, les élèves, les élus. Elles ont ponctuellement apporté des améliorations au sort qui leur était réservé pour la rentrée prochaine, notamment en obtenant la restitution d'Heures-postes qui avaient été transformées en HS, et celle de classes de BEP. Les personnels, leurs représentants, les fédérations de parents d'élèves FCPE vous l'ont déjà dit : la rentrée que vous préparez est à nos yeux inacceptable. Nous réaffirmons notre exigence que soient restitués à l'académie les 637 postes supprimés par le Ministère et nous demandons que soient engagées des négociations sur cette base. »

Rejoints par les représentants des trois conseils généraux, du conseil régional, un député, nous avons ensemble exprimé notre revendication : ce n'est pas de suppressions de postes dont l'Education Nationale a besoin, mais de créations pour améliorer la réussite de tous les jeunes dans notre académie. Loin d'être minoritaire, cette revendication est donc largement portée à Créteil, et le SNES entend bien, avec toute la FSU, s'appuyer sur ce consensus pour faire reculer le Recteur... et le Ministre ! **La multiplication des déclarations de Xavier Darcos ces derniers jours, nous rappelle furieusement un certain « droit dans mes bottes » qui montre que le rapport de forces évolue dans le bon sens !**